TITRE IV

LE SACREMENT DE PÉNITENCE ET LES INDULGENCES

INTRODUCTION

LA VERTU ET LE SACREMENT DE PÉNITENCE

746. — La vertu de Pénitence. — *Se repentir, c'est regretter une action de sa vie passée.*

S'il s'agit d'une action moralement mauvaise, le regret est louable, et une habitude honnête ou vertu, que l'on nomme vertu de pénitence, peut en faciliter les actes. Cf. St Thomas, III^a, q. 85, art. 1 et 2.

Au point de vue théologique, la Pénitence peut donc être considérée comme une *vertu morale capable d'incliner le pécheur à détester*, pour un motif surnaturel, *ses péchés personnels*, et à lui inspirer la résolution de satisfaire à la justice divine et de ne plus l'offenser.

Cette vertu réside d'une façon spéciale dans la volonté. En effet, l'acte propre de la Pénitence étant le ferme propos de corriger, pour Dieu, ce qui a été fait contre Lui, cette vertu doit être dans la volonté comme dans son « sujet ». Cf. St Thomas, l. c., art. 4. — Elle peut être considérée à bon droit comme une *partie potentielle de la Justice*. Cf. St Thomas, l. c., art. 3.

La Pénitence surnaturelle a, dans la vie morale, une importance particulière, puisque, *sans un acte de cette vertu, aucun péché personnel ne peut être remis*. Cf. Denz.-B. 897; — St Thomas, III^a, q. 86, art. 2.

747. — Le sacrement de Pénitence. — *La Pénitence est aussi un sacrement.* Dans la Loi Nouvelle, le repentir doit revêtir un caractère particulier, du moins lorsqu'il s'agit des fautes mortelles. Nous savons en effet que Notre-Seigneur a institué un sacrement *nécessaire pour la rémission des péchés graves commis après le baptême*, de telle sorte qu'il ne peut plus y avoir, pour le chrétien tombé dans une faute mortelle, de vraie pénitence sans le recours à ce sacrement ou au moins le désir de le recevoir. Cf. Denz.-B. 911, 912 et 913.

[747]

Or, par la volonté du Christ, le sacrement de Pénitence revêt la forme d'une *réconciliation avec l'Église* dont la sainteté est violée par toute faute que commet l'un de ses membres. — Aussi, dès l'origine, que la confession ait été publique ou secrète, c'est l'autorité hiérarchique, c'est-à-dire l'Évêque ou son délégué, qui, après avoir infligé au pécheur repentant la pénitence jugée convenable, lui accorde, par le rite de l'imposition des mains, la réconciliation demandée, lui permettant ainsi de s'approcher à nouveau de l'Eucharistie.

On devra *ne jamais perdre de vue ce caractère social du sacrement de Pénitence*. A cette condition l'on comprendra pourquoi seuls les prêtres ayant *juridiction* peuvent absoudre valablement, et pourquoi aussi les chefs de la hiérarchie ecclésiastique, pape et évêques, peuvent légitimement, en vue du Bien Commun de l'Église, fixer les conditions de licéité, et même de validité, auxquelles le sacrement de Pénitence confèrera le pardon.

Il est dès lors évident que, pour aborder en sûreté de conscience le *ministère de la Confession*, le prêtre doit connaître exactement les lois générales et particulières, divines et ecclésiastiques, relatives à l'administration de ce sacrement, ainsi que l'étendue des pouvoirs qui lui sont communiqués.

CHAPITRE PREMIER

NOTIONS GÉNÉRALES

§ I. — NATURE DU SACREMENT DE PÉNITENCE

748. — Le pouvoir de remettre les péchés. — 1. — Il est de foi que Notre-Seigneur a transmis aux chefs de son Église le pouvoir de remettre les péchés (cf. St Jean, xx, 22-23), et que le rite par lequel le prêtre accorde aux fidèles le pardon de leurs fautes est un des sept sacrements de la Nouvelle Loi. Cf. Denz.-B. 894, 911 et 913.

Ce sacrement diffère du baptême non seulement par son objet, — la rémission des péchés commis après le baptême, — mais aussi par son mode d'action. Alors que le rite baptismal remet entièrement et gratuitement tous les péchés de celui qui le reçoit dans les conditions voulues, la Pénitence se présente sous la forme plus laborieuse d'un jugement où le ministre du sacrement, après avoir instruit la cause, liera ou déliera, retiendra le péché ou le pardonnera en imposant certaines conditions et certaines obligations, non pas cependant arbitrairement, mais suivant des règles prévues, et en tenant compte des dispositions du pénitent. Cf. Denz.-B. 902, 912, 919.

2. — On peut donc définir la Pénitence, un sacrement de la Nouvelle Loi, dans lequel le pécheur repentant et confessé, reçoit par l'absolution du prêtre, la rémission de ses péchés commis après le Baptême. Cf. St Thomas, III, q. 84, art. 1, in corp.

749. — Effets du sacrement de Pénitence. — 1. — *Le sacrement de Pénitence* reçu dans les conditions convenables réconcilie (au for interne) avec l'Église en remettant devant Dieu les péchés mortels ou véniels explicitement pardonnés par la sentence du prêtre. Il produit alors la grâce première ou, si l'âme la possédait déjà, une grâce seconde. — Et puisque l'état de péché mortel ne peut coexister avec la possession de la grâce sanctifiante, la coupable de tous les péchés mortels dont le pénitent s'était rendu coupable est nécessairement remise : si le péché a été accusé explicitement, l'absolution est directe et définitive; si une faute mortelle a été omise de bonne foi, l'absolution ne l'atteint qu'indirectement : il reste l'obligation de la soumettre explicitement au pouvoir des clefs.

2. — La peine éternelle due au péché mortel est remise, ou plutôt

[749]

commuée en une peine temporelle; et toute peine temporelle peut être remise plus ou moins complètement par la vertu du sacrement, l'ampleur de cet effet dépendant des dispositions du pénitent.

3. — Les *mérites acquis* autrefois, lorsque le pénitent était encore en état de grâce, lui sont au moins partiellement *restitués*. Cf. St Thomas, III, q. 89, art. 5.

4. — Enfin, par la réception de la grâce sacramentelle, le pénitent acquiert un droit à des *secours surnaturels* particuliers, capables de faciliter un ferme propos plus efficace et une satisfaction plus complète.

750. — Nécessité du sacrement de pénitence pour obtenir le pardon des péchés mortels. — De droit divin, *tout péché mortel commis après le baptême doit être soumis au « pouvoir des clefs »*. En effet, s'il n'en était pas ainsi, ce serait en vain que le Christ aurait donné à son Église, avec le pouvoir d'absoudre, celui de lier. Cf. C. 901; — Denz.-B. 895, 916.

Si donc le chrétien tombé dans une faute grave peut obtenir le pardon par un acte de contrition parfaite, c'est à condition de former, au moins implicitement, *le désir du sacrement* de Pénitence. Cf. Denz.-B. 898.

Il est clair qu'à l'article de la mort cette obligation de soumettre ses fautes au tribunal de la Pénitence s'impose d'une façon immédiate. *En dehors de ce cas*, il serait au contraire difficile de délimiter exactement les exigences du précepte divin, si les lois ecclésiastiques n'étaient pas venues les préciser et les compléter. Cf. CC. 906, 807, 856, 595 § 1 n. 3, 1367 n. 2; et *supra*, n. 598.

751. — Le sacrement de Pénitence et les péchés véniels. — Au sujet des péchés véniels et de leur rémission il convient de noter :

1° — Qu'il est certainement licite d'en demander l'absolution. Cf. Denz.-B. 917.

2° — Qu'il n'est cependant *pas nécessaire* de les soumettre au pouvoir des clefs. Cf. Denz.-B. 899; — C. 902.

3° — Que ces péchés peuvent être remis définitivement, indépendamment de tout désir du sacrement de Pénitence : — a) par la contrition parfaite; — b) par les sacrements des vivants joints à une contrition imparfaite; — c) par l'aspersion de l'eau bénite et autres pratiques de ce genre capables d'exciter en nous un acte de révérence envers Dieu et de provoquer un mouvement actuel de charité surnaturelle. Cf. St. Thomas, III, q. 87, art. 2 et 3.

4° — Qu'un péché véniel ne peut être remis sans les péchés mortels.

5° — Qu'un péché véniel peut être remis alors qu'un autre, dont on n'a pas la contrition, reste non pardonné.

752. — « Matière » et « forme » du sacrement de Pénitence. — 1. — Le sacrement de Pénitence est constitué par un *jugement* bienveillant qui ne peut exister sans une sentence d'*absolution*.

Celle-ci est donc une partie essentielle du sacrement, et on la considère à bon droit comme la *forme* du rite sacré.

2. — Les *actes du pénitent*, constitués par une confession contrite et un commencement de satisfaction, sont ordinairement appelés *quasi matière* du sacrement. Cf. Denz.-B. 896.

Suivant les uns, ces actes doivent être manifestés extérieurement et font partie du rite sensible essentiel. Cf. St Thomas, III, q. 84, art. 1, ad 2um; art. 3 in corp.

Suivant d'autres, cet élément essentiel peut être suffisant, même s'il ne comporte aucune manifestation sensible : son existence intérieure serait seule nécessaire.

Enfin, *d'après certains Scoïstes*, ces actes ne sont qu'une condition « sine qua non », mais non une partie essentielle du rite sacramentel.

Nous tiendrons compte, comme il convient, de ces diverses théories. C'est cependant la *première* qui nous semble *exacte*.

3. — On donne communément le nom de *matière éloignée* du sacrement aux péchés qui doivent ou peuvent être accusés. Cf. *infra*, n. 788 et ss.

REMARQUE. — Tous reconnaissent que l'*exécution de la pénitence* imposée par le prêtre ne fait pas partie du rite sacramentel. Cf. n. 803.

§ II. — QUELQUES REMARQUES SUR LES CAS DE DOUTE ET L'USAGE DU PROBABILISME

753. — Rappel de quelques principes. — 1. Le *législateur ecclésiastique* a déclaré qu'en cas de doute probable sur l'interprétation de sa pensée ou la réalisation de certaines conditions relatives à la juridiction, il entendait ne pas s'opposer, par une exigence de droit ecclésiastique, à la validité et à la licéité du sacrement et qu'il suppléait, en cas d'erreur commune, au manque de juridiction régulière. Cf. CC. 15 et 209; — *infra*, n. 758, 2.

2. — Une condition de validité *de droit divin*, théoriquement ou pratiquement douteuse, laisse au contraire toujours planer un doute pratique sur la validité du rite sacramentel.

3. — Par ailleurs il convient de se souvenir que l'administration ou la réception d'un sacrement certainement valide peut être plus ou moins gravement illicite; — tandis qu'inversement *il peut être raisonnable*, pour un motif proportionné, *de risquer de donner un sacrement invalide* : en d'autres termes, l'administration d'un sacrement douteusement valide est dans certains cas permise.

4. — Enfin, *lorsque seule la question de licéité, ou d'obligation de conscience, se pose*, nous savons que, suivant la doctrine du probabilisme, *on peut se contenter d'une opinion sérieusement probable*. Cf. n. 88 et 89.

754. — Le probabilisme et les obligations du pénitent. — 1. — *Lorsqu'un acte intérieur ou une disposition d'âme est directement nécessaire de droit divin pour la validité du sacrement, le pénitent doit veiller raisonnablement à poser cet acte ou à posséder cette disposition, sans qu'il puisse se contenter délibérément d'une simple probabilité.* Il s'agit en effet, nous venons de le dire, d'assurer, non la licéité, mais *directement la validité* du sacrement.

[754]

2. — Mais lorsqu'il s'agit seulement pour le pénitent de *délimiter ses obligations de conscience*, il est en droit d'utiliser toute *opinion sérieusement probable* (cf. n. 86).

Cette remarque s'applique en particulier à la question de l'*intégrité* de la confession : une opinion probable peut suffire pour délimiter les exigences du droit divin en cette matière. Cf. n. 791.

755. — Le probabilisme et l'administration du sacrement.

— Comme le ministre d'un sacrement doit toujours tâcher d'assurer de son mieux la validité du sacrement qu'il administre, il lui est évidemment *interdit d'employer une matière ou une forme douteuses* quand, avec une autre matière ou une autre forme, il peut obtenir une plus grande sécurité. Cf. Denz.-B. 1151.

L'application de cette règle, dans le cas de la Pénitence, n'offre *aucune difficulté* lorsqu'il s'agit de la *forme du sacrement*. — Son application à la *matière du sacrement* est plus *délicate*.

Faisons seulement remarquer ici que, la matière de la Pénitence étant sans doute constituée par les actes du pénitent, le confesseur devra se préoccuper de la valeur de ces actes. — En cas de doute sérieux et pratiquement insoluble à leur sujet, il lui faudra une *raison proportionnée* pour passer outre et accorder une absolution qu'il a des raisons positives d'estimer d'une validité douteuse.

CHAPITRE II

LA JURIDICTION NÉCESSAIRE AU CONFESSEUR
ET LES DIVERS POUVOIRS QUI LUI SONT CONFIÉS

§ I. — GÉNÉRALITÉS

756. — Nature de la juridiction : rappel de quelques notions. — Le pouvoir de juridiction est le pouvoir de régir impérativement, au nom d'une société parfaite, les actes de ses sujets.

Avoir juridiction ecclésiastique sur quelqu'un, c'est avoir, au nom de l'Église, autorité sur cette personne, au moins dans certaines limites.

Cette juridiction peut s'étendre au *for externe* ou se limiter au *for interne*. La juridiction au *for externe* a pour objet direct le Bien Commun visible; l'exercice doit en être public. — La juridiction au *for interne* s'exerce en secret pour le bien particulier de la conscience de l'intéressé et en vue de la sainteté interne de l'Église. — *La juridiction du for interne, appliquée au sacrement de Pénitence, est dite sacramentelle.* Cf. C. 196.

A raison du titre auquel il est confié, un pouvoir de juridiction peut être *ordinaire* (c'est-à-dire annexé de plein droit à un office), ou *délégué*. Cf. CC. 197 à 208.

757. — Nécessité de la juridiction pour administrer valablement le sacrement de Pénitence. — 1. — Seuls ceux qui possèdent le caractère sacerdotal peuvent administrer le sacrement de Pénitence. Cf. C. 871.

Mais *ce pouvoir d'ordre, bien que nécessaire, n'est pas suffisant.* La nature même du sacrement de Pénitence, — institué sous forme de jugement, — exige de plus, chez le ministre, un *pouvoir de juridiction*. Cf. Denz.-B. 902; — CC. 872 et 2366.

Il est fort probable que ce pouvoir de juridiction est *entièrement* distinct des pouvoirs conférés dans l'ordination sacerdotale. Cf. Cappello, *De Poenitentia*, 359.

2. — Cette juridiction est *nécessaire même pour l'absolution des péchés véniels ou des péchés mortels déjà soumis au pouvoir des clefs*. Et il ne semble pas que l'on puisse admettre qu'il existe encore de nos jours une délégation générale permettant à tout prêtre d'absoudre valablement des péchés véniels ou déjà remis. Cf. C. 879; — St Alphonse, VI, 543.

[757]

REMARQUES. — a) — Le canon 874 rappelle aux *religieux* qu'ils ne doivent pas administrer le sacrement de Pénitence sans une *permission* (licentia) *au moins présumée de leurs Supérieurs*.

b) — *La juridiction* du confesseur n'étant, en tant que telle, qu'une juridiction *au for interne sacramental*, il pourra se faire que le pénitent, valablement et licitement absous de ses péchés, doive continuer, *au for externe*, à se considérer comme coupable, tant que l'autorité hiérarchique l'exigera ainsi en vue du Bien Commun et de l'édification des fidèles.

758. — Conditions générales de l'octroi de cette juridiction.

— 1. — La juridiction nécessaire au ministre du sacrement de Pénitence peut lui être accordée *ou par le droit, ou par la volonté personnelle du Supérieur* compétent. Dans le premier cas, elle est ordinaire ou déléguée; dans le dernier, elle ne peut être que déléguée.

Avant de conférer une charge ou un office comportant une juridiction ordinaire au for sacramental, avant de donner ou de conférer une juridiction déléguée, — ou même simplement, s'il s'agit d'un religieux, avant de lui permettre de l'utiliser, — *le Supérieur responsable* doit s'assurer que l'intéressé possède la science et les qualités nécessaires au confesseur; et il *pourra toujours*, à cette fin, *imposer un examen*. Cf. C. 877.

2. — *En cas d'erreur commune ou de doute positif et probable*, de droit ou de fait, l'Église supplée si c'est nécessaire, de telle sorte que *la validité des pouvoirs est certaine*. Cf. C. 209 et les commentaires des canonistes.

REMARQUES. — a) — *La discipline relative à l'erreur* ayant pour but direct le Bien Commun, l'Église ne donne aucune juridiction lorsque l'erreur est seulement privée et particulière. — Or là où l'erreur n'intéresse pas un groupe homogène, constituant une communauté ou une fraction importante de celle-ci, on ne peut parler d'erreur commune.

b) — Pour assurer la *validité* des pouvoirs provenant de l'erreur commune, il suffit, d'après certains canonistes, qu'il existe un *fait public de nature à faire croire positivement* à l'ensemble de la communauté que tel prêtre possède les pouvoirs nécessaires pour confesser les membres de cette communauté. — Il doit s'agir cependant, non pas d'une simple ignorance, mais d'une erreur positive, — actuelle ou au moins virtuelle, — de nature à nuire à *l'intérêt général*. Cf. Cappello, *De Poenit.*, 488 et ss.

c) — Pour employer *licitement* et délibérément cette juridiction exceptionnelle, on doit, sous peine de faute grave, avoir une *raison grave*. Telle serait sans doute, — dans l'impossibilité d'obtenir assez tôt les pouvoirs voulus, — la demande, explicite ou implicite, que spontanément et raisonnablement feraient d'assez nombreux fidèles.

d) — Un usage gravement coupable de la juridiction suppléée grâce à l'erreur commune peut, de l'avis de certains auteurs, faire encourir la censure prévue par le canon 2366. Cf. *Építome J. C.*, II, 157 et III, 569.

e) — L'emploi d'une *juridiction normale* est au contraire toujours valide et *licite dès qu'elle est sérieusement probable*.

§ II. — DISPOSITIONS CANONIQUES RELATIVES
A LA JURIDICTION ORDINAIRE ET AUX JURIDICTIONS DÉLÉGUÉES

759. — La juridiction ordinaire. — 1. — Le canon 873, indique quels sont les membres de la hiérarchie ecclésiastique qui possèdent une Juridiction Ordinaire leur permettant d'entendre les confessions.

Ce sont :

- a) De plein droit et sans aucune limite : le *Souverain Pontife*.
- b) Pour toute l'étendue de l'Église Universelle : les *Cardinaux*. Cf. C. 239 § 1 1^o.
- c) Pour l'étendue du territoire qui leur est confié : les *Ordinaires des lieux*. Cf. C. 198.
- d) Pour l'étendue du diocèse : le *Chanoine Pénitencier*. Cf. CC. 401 § 1 et 873 § 2.
- e) Pour l'étendue de la paroisse ou de la quasi-paroisse qui leur est confiée : les *Curés*, les quasi-curés et les vicaires paroissiaux ayant plein pouvoir. Cf. C. 451 §§ 1 et 2.
- f) A l'égard de leurs inférieurs (religieux, novices, postulants, familiers) et dans les limites prévues par les Constitutions : les *Supérieurs prêtres des religions exemptes*. Cf. C. 514 § 1.

2. — La juridiction des Ordinaires des lieux, des Chanoines Pénitenciers et des Curés, leur permet : — a) sur le territoire indiqué, de confesser même les étrangers (*vagi et peregrini*), ainsi que les Catholiques Orientaux; — b) en dehors de ce territoire, les Ordinaires des lieux ainsi que les Chanoines Pénitenciers peuvent absoudre tous leurs diocésains, et les Curés tous leurs paroissiens. Cf. C. 881.

3. — Par lui-même et normalement ce pouvoir ordinaire commence dès la prise de possession de la charge et il dure autant qu'elle. Cf. CC. 197 § 1 et 183.

Certaines peines promulguées canoniquement au for externe peuvent cependant priver de juridiction : toute sentence condamnatoire ou déclaratoire d'excommunication, de suspension « ab officio », « a jurisdictione », « a ministerio audiendi confessiones », « a divinis », ou d'interdit personnel, a cet effet. Cf. CC. 873 § 3, 2261, 2275, 2279, 2284.

Avant la sentence canonique promulguant une peine « latae sententiae » l'absolution est valide, mais elle est illicite, à moins de demande raisonnable faite par le fidèle. Cf. C. 2261.

Par ailleurs l'Ordinaire peut, pour une raison grave, interdire directement à un curé ou même au chanoine pénitencier l'exercice (licite) du ministère de la confession. Cf. C. 880 § 3.

REMARQUES. — a) — Les *Aumôniers militaires* ne doivent pas être assimilés aux prêtres chargés d'une paroisse; leur pouvoirs sont fixés par des dispositions particulières du Saint-Siège. Cf. C. 451 § 3.

En France, les *Aumôniers militaires* régulièrement nommés par l'autorité ecclésiastique possèdent le pouvoir de confesser les militaires et les fidèles

attachés à l'armée française sans limitation de territoire. Cf. Bref « *Quae Catholico nomini* », du 6 juillet 1875, confirmé le 22 septembre 1913.

b) — Le *Droit particulier des Diocèses* accorde souvent aux Curés le pouvoir de confesser s'étendant à toute l'étendue du Diocèse : il s'agit alors d'un pouvoir délégué.

760. — La juridiction déléguée par le Droit Commun. —

Lorsque le *Droit Commun* accorde un pouvoir de juridiction permettant d'entendre des confessions, sans que ce pouvoir soit joint de plein droit à une charge ou à un office, la juridiction ainsi accordée est, par définition, une *juridiction déléguée*. — La teneur même de la concession en fixe les conditions et les limites.

1° — S'il y a *péril de mort*, tout prêtre peut absoudre valablement n'importe quel pénitent; — il doit cependant tenir compte des dispositions relatives à l'absolution du complice et aux censures très spécialement réservées au Saint-Siège ou « *ab homine* ». Cf. C. 882; — n. 775 et 858.

En *temps de guerre*, tout soldat mobilisé peut, grâce à une décision bienveillante du Saint-Siège, être *assimilé* pour la confession à ceux qui sont en péril de mort. (S. Pén., 18 mai 1912).

2° — Tout prêtre qui entreprend un *voyage maritime* (d'un ou de plusieurs jours) peut, s'il a reçu le pouvoir de confesser d'un Ordinaire du lieu, — qui peut être, soit son Ordinaire propre, soit l'Ordinaire du port de départ ou d'un port d'escale, — exercer son ministère pendant toute la durée du voyage, en faveur de toutes les personnes qui se trouvent à bord, même pour un temps très court. Il a, pour une durée de trois jours, le même pouvoir à terre lors des escales. Cette faculté est même prolongée en cas de besoin lorsqu'on ne peut pas atteindre facilement l'Ordinaire du lieu. Cf. C. 883 et Réponse de la CIC du 20 mai 1923.

REMARQUES. — a) — Les pouvoirs donnés par un *Supérieur de religieux* exempts ne peuvent suffire pour confesser sur mer. Cf. RCIC., 30 juillet 1934.

b) — On peut considérer comme Ordinaire propre, tout Ordinaire d'un lieu où le prêtre avait un domicile ou un quasi-domicile au début du voyage. Cf. C. 94.

c) — Aucune disposition analogue n'existe pour les voyages terrestres ou aériens, même de longue durée. Mais on n'oubliera pas les dispositions du canon 882 pour le cas de « *péril de mort* ».

761. — La juridiction déléguée par le Supérieur compétent. — I. —

En règle générale c'est l'*Ordinaire du lieu* (l'Évêque ou son Vicaire Général) qui accorde la juridiction déléguée nécessaire pour administrer le sacrement de Pénitence sur son territoire. Cf. C. 874 § 1.

Cependant le *Supérieur d'une maison religieuse de clercs exempts* peut aussi conférer la juridiction déléguée nécessaire pour entendre

en confession ses religieux ainsi que les novices, postulants et familiers qui demeurent jour et nuit dans sa maison. Ce pouvoir peut donc s'étendre en particulier aux élèves internes, et cela même pendant le temps des vacances, tant qu'ils n'ont pas quitté définitivement l'établissement. Cette juridiction n'est pas territoriale, mais personnelle. Cf. C. 875.

De plus, par privilège, tout *Cardinal* et tout *Évêque* peut, en tout lieu, choisir pour lui et pour ses familiers le confesseur qu'il juge convenable et lui accorder la juridiction nécessaire. Cf. CC. 239 § 1, 2° et 349 § 1, 1°.

Mais les *curés* et les *pénitenciers* ne peuvent pas déléguer leurs pouvoirs de confesser. Cf. Rép. de la CIC, 16 octobre 1919 et C. 401 § 1. — Les *Cardinaux* eux-mêmes n'ont pas cette faculté. Cf. Vermeersch, III, 461.

2. — *La juridiction déléguée peut être conférée à tout prêtre ayant la science et les qualités convenables*; et les *Ordinaires* des lieux sont positivement invités à *ne jamais la refuser aux religieux présentés par leurs Supérieurs*. Cf. C. 874 § 2.

3. — La concession de la juridiction déléguée doit être *expresse*. On ne peut donc se contenter d'une concession présumée ou tacite. Mais elle peut parfois être *implicite*, ou même accordée une fois pour toutes, par le droit particulier ou la coutume, aux prêtres qui remplissent telles conditions déterminées.

Il n'y a pas stricte obligation d'attendre la communication *authentique* de cette concession pour s'en servir : on peut le faire valablement et même licitement *dès qu'on en a connaissance par quelque voie que ce soit*. Cf. C. 879 § 1; — Epitome J. C. II, 149; — Cappello 391 et 392.

4. — La concession de la juridiction déléguée doit être *gratuite*. Cf. C. 879 § 2.

5. — La juridiction déléguée *peut être limitée* dans le temps, dans le lieu, ou encore à certaines catégories de personnes. L'*Ordinaire* est cependant invité à ne pas trop la restreindre. Cf. C. 878 §§ 1 et 2.

La juridiction déléguée donnée simplement pour un territoire déterminé permet d'y entendre les confessions de toutes les personnes qui se présentent même des étrangers et des Orientaux. Cf. C. 881 § 1. — Voir aussi les CC. 519 et 522.

6. — *Toute révocation* du pouvoir de confesser, *directement intimée à l'intéressé*, supprime effectivement la juridiction déléguée, même si cette révocation est illicite. Cf. CC. 880 §§ 1 et 3, 207 § 1. — Si la juridiction est seulement *suspendue*, son exercice devient *illicite*, mais non invalide. Cf. Cappello, 401 et 402.

Rappelons enfin que l'*excommunication* et certaines autres *peines canoniques portées au for externe* par une sentence suppriment aussi toute juridiction. Cf. CC. 2261, 2275 et 2284; — n. 759, 3.

7. — Le pouvoir de confesser accordé pour un temps donné, *ad beneplacitum* ou *usque ad revocationem*, ne cesse pas à la mort ou à la sortie de charge de celui qui l'a concédé. Il cesserait s'il avait été accordé « *ad beneplacitum nostrum* ». Cf. CC. 61, 73, 207 § 1; — Cappello 403.

8. — Le prêtre qui, *par inadvertance*, croit utiliser une juridiction déléguée, alors que le temps prévu ou le nombre de cas accordés est dépassé, absout encore valablement. Cf. C. 207 § 2.

On pourrait sans doute aussi, *par épikie*, absoudre valablement le pénitent qui, ayant commencé une confession sacramentelle alors que le prêtre avait les pouvoirs, n'a pas été absous ni renvoyé définitivement avant leur cessation.

9. — A moins d'autorisation particulière, on ne peut *subdéléguer* la juridiction déléguée qu'on a reçue pour confesser. Cf. C. 199.

§ III. — LA JURIDICTION NÉCESSAIRE POUR LA CONFESSION DES RELIGIEUSES

762. — Disposition générale. — 1. — *Pour absoudre valablement les Religieuses, une juridiction spéciale est nécessaire.*

Les *Cardinaux* pour l'univers entier (C. 239 § 1, 1^o), les *Ordinaires des lieux* pour les territoires qui leur sont confiés (et aussi, semble-t-il, les *Curés* pour les maisons religieuses non exemptes de leur juridiction qui se trouvent sur le territoire paroissial, cf. Cappello, 438, 5), possèdent seuls de plein droit ce pouvoir.

Tout autre prêtre aura besoin d'une *juridiction déléguée* qui, suivant les prescriptions du Droit, lui sera conférée *par l'Ordinaire du lieu où se trouve la maison religieuse intéressée*. Cf. C. 876.

2. — Par Religieuses il faut entendre ici non seulement les Moniales, les Sœurs ou Religieuses des Instituts à vœux simples et leurs novices (non les postulantes), mais aussi les personnes vivant en communauté dans un *Institut approuvé par l'Église* (les Filles de la Charité par exemple). Cf. CC. 488 1^o et 7^o, 675, 566 § 1.

3. — Cette juridiction est *nécessaire à tous les confesseurs ordinaires, spéciaux ou extraordinaires*, dont il est question dans les CC. 520 et 521.

Sans cette délégation, — en dehors du cas d'erreur commune et des dispositions particulières dont il va être question dans le numéro suivant, — *les confessions seraient invalides*.

768. — Dispositions particulières. — 1. — Lorsqu'une religieuse se trouve *en péril de mort*, tout prêtre possède la juridiction nécessaire pour entendre sa confession et l'absoudre de tous ses péchés. Cf. C. 882.

2. — Lorsqu'une *religieuse est gravement malade*, elle peut faire

appeler pour entendre sa confession tout prêtre approuvé pour les confessions des femmes. Cf. C. 523.

3. — Bien plus, si, dans un cas particulier, pour faire une confession sérieuse, une religieuse s'adressait spontanément à un prêtre possédant le pouvoir de confesser les femmes, l'absolution serait valide et licite, pourvu cependant, — et c'est là une condition de validité, — que la confession ait lieu dans un local où l'on peut licitement, étant données les circonstances, entendre la confession d'une femme. Cf. C. 522; — Réponses de la CIC du 24 novembre 1920, du 28 décembre 1927 et du 12 février 1935. — Voir aussi le C. 910 et *infra* le n. 812.

REMARQUE. — La plus grande liberté doit être laissée par la Supérieure aux Religieuses qui désirent profiter de ces dispositions du Droit Commun. Cf. C. 2414. — Si une Religieuse semblait vouloir *abuser* des dispositions du C. 522 en s'adressant trop fréquemment à un confesseur de son choix, avec tact et prudence, celui-ci devrait s'efforcer de la renvoyer au confesseur ordinaire de la communauté.

§ IV. — LES PÉCHÉS RÉSERVÉS

764. — Notions générales. — 1. — Puisque le supérieur compétent a le droit de limiter la juridiction qu'il délègue, il peut se réserver le pouvoir d'absoudre de tel ou tel péché jugé par lui particulièrement grave et nuisible au bien de la communauté dont il a la charge.

Cette limitation doit être raisonnable pour être licite, et conforme à certaines prescriptions du Droit pour être valide.

2. — Quand un péché est réservé par le droit commun ou par un droit particulier, il échappe normalement à la juridiction des confesseurs qui n'auraient pas reçu de pouvoir spécial à cet effet. Cf. C. 893; — Rép. de la CIC du 24 novembre 1920; — Vermeersch, III, 463.

3. — Cette réserve peut prendre deux formes différentes. Un péché peut être réservé soit directement *ratione sui*, soit indirectement, *ratione censurae*. — Cette réserve indirecte existe lorsque le péché commis entraîne une censure réservée interdisant la réception des sacrements. — Tant que la censure n'aura pas été levée, toute absolution sacramentelle sera illicite du fait de l'existence de la censure, tandis que le péché correspondant sera lui-même réservé dans les mêmes conditions que la censure. Cf. Cappello, *De Censuris*, 107.

Un péché frappé d'une censure et qui se trouve réservé « *ratione censurae* » peut simultanément être réservé directement ou « *ratione sui* », si le Saint-Siège en dispose ainsi. Cf. CC. 894 et 2363.

REMARQUE. — Lorsque le confesseur, muni de pouvoirs généraux ou particuliers, de droit commun ou personnels, absout d'un péché réservé, il doit se souvenir qu'il a toujours une obligation particulière d'imposer une pénitence convenable et les prescriptions exigées par le bien du pénitent et le bien commun.

I. — LES PÉCHÉS RÉSERVÉS « RATIONE SUI »

765. — Qui peut réserver un péché « ratione sui » ?1° — *Le Saint-Siège* :

a) Il peut réserver un péché *par disposition stable* du Droit Commun. Le seul péché ainsi réservé est celui de la fausse dénonciation judiciaire de sollicitation en confession. Cf. C. 894.

b) Le Saint Siège peut aussi, s'il le juge salutaire, prendre *une disposition spéciale dans un cas particulier*. — C'est ainsi que le décret de la Sacrée Pénitencerie du 10 novembre 1928 avait établi que le confesseur qui, d'une manière gravement coupable, absolvait un adhérent obstiné au Parti de l'Action Française, commettait une faute très spécialement réservée au Siège Apostolique, de telle sorte qu'il lui était impossible de se mettre en règle d'une façon définitive sans l'intervention du Saint-Siège.

2° — *Les Ordinaires des lieux* (sauf cependant les Vicaires Capitulaires et les Vicaires Généraux) peuvent, après avoir entendu le Synode, ou le Chapitre et quelques Curés particulièrement éclairés, décréter la réserve de certains péchés. Cf. CC. 893 et 895.

Cette réserve atteint les pouvoirs ordinaires des Curés.

3° — *Le Supérieur Général d'un Institut Religieux de clercs exempts*, ainsi que l'*Abbé d'un monastère « sui juris »*, peuvent, après avoir entendu leur conseil, réserver l'absolution de certains péchés. Mais, dans ce cas, seule la juridiction conférée par eux ou leurs subalternes pour la confession de leurs religieux sera ainsi limitée. Cf. CC. 896, 518 et 519.

766. — La réserve des péchés par l'Ordinaire. — 1. —

Lorsque l'*Ordinaire* compétent aura l'intention de se réserver l'absolution de certains péchés, il *aura soin de se soumettre aux prescriptions canoniques suivantes* qui limitent sa liberté :

a) Il *consultera* son conseil ou le Synode, cette consultation étant nécessaire pour la validité de sa décision.

b) Il ne pourra réserver que quelques péchés (*trois ou quatre au maximum*); ce seront des fautes *extérieures*, particulièrement graves et nuisibles.

c) Ces péchés doivent être déterminés dans leur *espèce infime*.

d) Un péché *déjà réservé au Saint-Siège*, même « *ratione censurae* », ne peut être réservé par l'Ordinaire. Cf. CC. 897 et 898; — et l'Instruction du Saint-Office du 13 juillet 1916.

2. — Par ailleurs, les Ordinaires devront *faire connaître aux fidèles* quels sont les *cas* par eux réservés, et ne pas limiter les pouvoirs des confesseurs plus qu'il ne sera nécessaire au bien de la Communauté. Cf. CC. 897 et 899 § 1.

767. — Conditions pour qu'un péché commis soit de fait réservé. — Pour que l'absolution d'un péché commis soit de fait réservée, il faut :

1^o — Qu'il s'agisse d'un *péché extérieur*, et, comme tel, matériellement et *formellement grave*.

2^o — Qu'il corresponde exactement au *cas prévu* par le Supérieur. Cf. C. 19.

REMARQUES. — a) — *Tout doute sérieux* doit être résolu en faveur du pénitent Cf. CC. 15 et 209.

b) — *L'ignorance* chez le coupable de la limitation des pouvoirs des confesseurs ordinaires à l'égard de son péché n'est pas *de nature* à conférer les pouvoirs nécessaires. C'est maintenant certain. — Et les péchés des *impubères* et des *étrangers* ne font pas exception aux cas réservés. — Cf. Rép. de la CIC., 24 novembre 1920. — Les lois diocésaines doivent cependant être interprétées en fonction de la pensée du législateur.

768. — L'absolution des péchés réservés « ratione sui ». —

1. — Les péchés réservés « ratione sui » par le *Saint-Siège* ne peuvent être absous que par le Souverain Pontife, les Cardinaux (C. 239 § 1, 1^o) et ceux qui ont reçu à cet effet du Saint-Siège une délégation particulière.

2. — Les péchés réservés par l'*Ordinaire* peuvent, de plus, être absous par l'*Ordinaire*, ses successeurs et ses délégués. — Le *Chanoine Pénitencier* possède aussi, de plein droit, ce pouvoir, ainsi que les *Curés* pendant le temps des Pâques, et les *Missionnaires* lors des missions. Cf. C. 899 §§ 1, 2 et 3.

3. — Par ailleurs le Droit Commun prévoit que *toute réserve cesse* non seulement *en péril de mort* (C. 882), mais encore : — a) en faveur des *fiancés* qui vont se marier et des *malades* qui ne peuvent sortir de la maison; — b) lorsque, pour un cas particulier, *le supérieur légitime a refusé* de déléguer le pouvoir d'absoudre, ou lorsqu'au jugement prudent du confesseur ce pouvoir ne peut être demandé sans *inconvenient grave* ou danger de violer le secret; — c) enfin quand la confession a lieu *en dehors du territoire* soumis à la juridiction de celui qui a promulgué la réserve. Cf. C. 900 et RCIC, 10 novembre 1925.

Dans tous les cas, l'absolution est directe et ne demande dans la suite *aucun recours* au Supérieur.

4. — Le fait que le confesseur *ignore la réserve* ne lui confère aucun pouvoir spécial.

Cependant si, de bonne foi, un *pénitent bien disposé* accusait à un *confesseur sans pouvoirs spéciaux*, parmi d'autres fautes, un péché réservé, l'absolution reçue de ce confesseur pourrait être *valide*; mais elle n'atteindrait alors qu'*indirectement* le péché réservé, de telle sorte que le pénitent resterait, en principe, obligé d'accuser à nouveau ce péché à qui de droit, afin de le soumettre directement au pouvoir des clefs.

5. — Le confesseur qui consciemment, *sans pouvoir spécial*, aurait absous d'un péché réservé, serait gravement coupable et, si sa faute était *sans aucune excuse*, il serait frappé d'une *suspense* « ab audiendis confessionibus ». Cf. C. 2366.

REMARQUE. — L'inconvénient grave dont parle le canon 900, existe souvent. Il suffit en effet sans doute que le pénitent trouve dur d'avoir à recommencer sa confession à un autre prêtre, ou que, parfaitement disposé, il doive attendre l'absolution pendant un temps notable, soit environ une journée, ou bien même que l'on puisse craindre qu'il ne revienne pas se présenter au confesseur lorsque celui-ci aura pu demander au supérieur les pouvoirs nécessaires. Cf. Epitome J. C., II, 179.

II. — LES PÉCHÉS RÉSERVÉS « RATIONE CENSURAE »

769. — Nature de la réserve « ratione censurae ». — Nous savons qu'un péché est réservé *ratione censurae* lorsque celui qui l'a commis a, par là même, encouru une censure réservée interdisant la réception des sacrements. Cf. n. 120 et ss.

Dans ce cas, il faut une *juridiction particulière pour absoudre* valablement de la censure et du péché correspondant, qui est alors réservé dans les mêmes conditions que la censure. Cf. C. 2246, § 3.

Or une *censure latae sententiae* peut être réservée soit à l'Ordinaire (de droit commun ou de droit particulier), soit au Saint Siège (simplement, spécialement ou très spécialement); par ailleurs une *censure « ferendae sententiae »* infligée par un précepte ou une sentence condamnatrice, et dite *ab homine*, est réservée à l'autorité qui a porté la peine. Cf. C. 2245, § 2; — n. 121, 4.

770. — Conditions pour qu'un péché commis soit de fait réservé « ratione censurae ». — Les conditions pour qu'un péché soit effectivement réservé « *ratione censurae* » sont les suivantes :

1° — Il faut que la censure interdisant la réception des sacrements ait été encourue.

Or ceci suppose :

a) — S'il s'agit d'une censure l. s., que le coupable ait *commis* au moins confusément, quand il a péché, l'existence de la censure; — b) que le péché ait été extérieur, formellement grave et certain; — c) que le coupable ait au moins l'âge de la puberté, soit quatorze ans. — Cf. CC. 2228, 2229, 2230; — n. 124.

2° — Il faut de plus que la censure soit réservée. Or la réserve doit s'interpréter strictement. Cf. C. 2246 § 2.

Mais l'ignorance chez le pénitent du fait que la censure par lui encourue est réservée, ne donne pas au simple confesseur le droit de l'absoudre. Cf. Cappello, 537.

3° — Il faut enfin que le pénitent n'ait pas été absous de sa censure, car toute absolution valide d'une censure, donnée au for interne ou

au for externe, fait disparaître la réserve du péché correspondant. Cf. 2246 § 3.

REMARQUE. — La réserve d'une censure en un territoire déterminé, n'a aucun effet en dehors de ce territoire, même s'il est coupable en sort pour obtenir plus facilement l'absolution de cette peine. — Une censure *ab homine* est réservée sans limite territoriale. Cf. C. 2247 § 2.

771. — L'absolution des péchés réservés « ratione censuræ ». — 1. — Lorsqu'un pénitent, tenu par une censure réservée qui interdit la réception des sacrements, se présente à un *confesseur n'ayant aucune juridiction particulière*, celui-ci doit normalement le renvoyer à un supérieur compétent ou, — si la censure n'est pas « *ab homine* », — à un confesseur privilégié.

Souvent cependant il pourra, sous certaines conditions, l'absoudre lui-même, grâce aux pouvoirs que le Droit commun met à sa disposition pour absoudre des censures. Cf. *infra* n. 775 et ss.

2. — Du reste, si un confesseur, ignorant (ou oubliant) la réserve, absout de la censure et du péché, l'absolution de la censure est valide, — sauf s'il s'agit d'une censure « *ab homine* » ou d'une censure très spécialement réservée au Saint Siège, — et celle du péché n'est plus réservée. Cf. C. 2247 § 3.

3. — Dans les autres cas, l'absolution d'une censure réservée donnée sans aucun pouvoir par un confesseur est invalide et celle du péché correspondant ne peut être qu'indirecte.

Le confesseur alors gravement coupable, et ne pouvant faire valoir aucune circonstance atténuante, serait lui-même atteint, dans tous les cas, d'une *suspense « ab audiendis confessionibus »*, et s'il s'était agi d'une excommunication spécialement ou très spécialement réservée au Saint-Siège, il encourrait de plus une excommunication simplement réservée au Souverain Pontife. Cf. CC. 2366 et 2338 § 1. — Voir Epitome J. C., III, 569.

§ V. — POUVOIRS CONFISÉS AUX CONFESSEURS POUR ABSOUDRE DES CENSURES AU FOR INTERNE

772. — Notions diverses. — 1. — Une censure est une *peine médicinale*; elle ne peut être levée que par une *absolution* au for ecclésiastique, que le confesseur pourra parfois accorder. Cf. CC. 2241 § 1 et 2248 § 1; — *supra* n. 120 et ss.

L'absolution extorquée par la crainte ou la violence est toujours nulle. Cf. C. 2238. — Toute absolution donnée au coupable qui ne manifeste pas un regret efficace de sa faute est *illicite* si elle est donnée par le supérieur qui a infligé ou porté la peine, — *invalide* si elle est donnée par un de ses inférieurs. Cf. C. 2241 § 1 et 2242 § 3. — Mais la validité de l'absolution d'une censure n'est pas directement subordonnée à la sincérité de la contrition dans l'âme du pénitent.

L'absolution d'une censure est, en principe, indépendante de celle du péché correspondant, et on peut être absous d'une censure en restant lié par une autre. Cf. C. 2249.

[772]

2. — Nous savons qu'une censure peut être *latae sententiae* ou *ferendae sententiae*, et que son absolution peut être *réservée* ou *non*. — Cf. C. 2245 §§ 1, 2 et 3.

Une censure *latae sententiae* n'est *réservée* que lorsque le droit ou le supérieur compétent l'ont déclaré telle. Cf. C. 2245 § 4

3. — Le supérieur compétent, — ou sur son ordre le confesseur, — peut n'accorder l'absolution d'une censure que *sous peine de réin-cidence* si telle condition, imposée légitimement, n'est pas remplie en temps voulu. Cf. C. 2248 §§ 2 et 3; — St Alphonse, VII, 125.

REMARQUE. — Les *censures latae sententiae* très spécialement réservées au Saint-Siège sont celles qui punissent les délits suivants :

- a) — Une grave profanation extérieure des Saintes Espèces (C. 2320).
- b) — Les voies de fait sur la personne du Pape (C. 2343 § 1).
- c) — L'absolution coupable du complice d'un péché impur (C. 2367).
- d) — La violation directe du secret sacramentel (C. 2369).
- e) — La révélation du secret du Saint-Office. Cf. Cappello, *De Censuris* (2), 207.

773. — Remarques relatives à l'absolution des censures par le confesseur. — 1. — Lorsque le confesseur est autorisé à donner l'absolution d'une censure, cette *absolution n'a, comme telle, de valeur qu'au for interne*. — Dans les *cas occultes* elle sera suffisante. — Dans les *cas publics* une absolution au for externe, est, de soi, requise. — Cependant celui qui a été légitimement absous au for interne peut, *remoto scandalo*, se comporter comme tel au for externe, tant que le Supérieur légitime n'aura pas cru devoir intervenir. Cf. C. 2251.

2. — Pour absoudre au for sacramentel d'une censure, *le confesseur emploiera simplement la formule usuelle qui doit précéder l'absolution des péchés* : « Dominus Noster J.-C. te absolvat, et ego auctoritate ipsius te absolvo ab omni vinculo excommunicationis, (suspensionis) et interdicti, in quantum possum et tu indiges »; — ou en cas urgent, la formule brève : « Ego te absolvo ab omnibus censuris et peccatis tuis, in nomine Patris... ».

774. — L'absolution par le confesseur des censures non réservées. — *Un confesseur peut toujours absoudre d'une censure non réservée*. Il aura soin d'utiliser ce pouvoir en faveur d'un pénitent bien disposé : s'il s'agit d'une censure qui interdit la réception des sacrements, c'est pour lui une obligation grave; — s'il s'agit d'une autre censure, c'est un service à rendre que l'on ne doit jamais omettre lorsque le pénitent remplit les conditions voulues. Cf. C. 2253, 1^o.

A cette fin du reste, il suffit d'utiliser la *formule* précédant l'absolution sacramentelle. — *Si le cas est public*, le confesseur aura soin de s'assurer des bonnes dispositions de son pénitent relativement aux obligations qui peuvent exister au for externe, et il ne donnera l'absolution que si aucun scandale n'est à craindre.

775. — L'absolution en cas de péril de mort des censures réservées. — Lorsque le pénitent se trouve *en péril de mort, tout prêtre peut absoudre de n'importe quelle censure.* — Cependant, dans les deux cas suivants, une fois le danger disparu, le pénitent devra, *sous peine de récidence, recourir à qui de droit* pour se soumettre ensuite aux injonctions qui lui seront faites :

a) — S'il a été absous d'une censure « *ab homine* », il devra s'adresser à celui qui l'a infligé;

b) — S'il a été absous d'une censure très spécialement réservée au Saint Siège, il devra, dans un délai d'un mois, s'adresser à la Sacrée Pénitencerie ou à un confesseur muni de pouvoirs spéciaux. Cf. CC. 882 et 2252; — *infra*, n. 778.

776. — L'absolution en cas urgent des censures réservées.
— 1. — *En cas urgent*, c'est-à-dire lorsqu'une censure *latae sententiae* ne peut être observée extérieurement sans *péril de grave scandale ou de diffamation*, ou s'il est dur au pénitent de rester dans l'état de *péché grave* pendant le temps nécessaire à l'intervention du Supérieur compétent (disposition que le confesseur peut toujours s'efforcer de créer chez son pénitent), *tout confesseur peut, au for sacramental, absoudre de n'importe quelle censure « latae sententiae » et, (probablement) même d'une censure « ab homine ».* Il devra cependant avertir son pénitent de l'obligation de recourir, dans le délai d'un mois et *sous peine de récidence*, à la Sacrée Pénitencerie ou à un Supérieur compétent, pour se soumettre à ses injonctions. Cf. C. 2254 § 1 et *infra*, Remarque.

Mais rien n'empêche le pénitent, après avoir reçu l'absolution dans les conditions indiquées, ou même après avoir recouru au Supérieur, de s'adresser à un autre confesseur muni de pouvoirs spéciaux (cf. n. 777), et, après avoir de nouveau confessé au moins le délit qui lui a fait encourir la censure, d'en recevoir l'absolution; il devra alors accepter de faire ce que lui ordonnera ce confesseur, mais il ne sera plus tenu ensuite de se conformer aux ordres du Supérieur auquel il avait eu recours. Cf. C. 2254 § 2.

2. — *Si, dans un cas extraordinaire, le recours au Supérieur compétent se trouve être moralement impossible*, — parce qu'on ne peut pas l'atteindre discrètement, même par lettre, et recevoir sa réponse, — *le confesseur possède par le fait les pouvoirs nécessaires pour régler définitivement le cas*, — pourvu cependant qu'il ne s'agisse pas de la censure encourue par un prêtre qui aurait absous criminellement son complice. — Le confesseur devra alors imposer lui-même les remèdes convenables et une pénitence salutaire; et si le coupable ne s'y soumettait pas dans le délai fixé par le confesseur, il *retomberait sous le coup de la censure* dont il avait obtenu l'absolution. Cf. C. 2254 § 3; — Cappello, *De Censuris*, 101.

REMARQUE. — a) Le confesseur, n'ayant comme tel de juridiction qu'au for interne sacramental, ne devra normalement intervenir pour absoudre d'une

[776]

censure que dans les *cas occultes*. Il ne lui est cependant pas interdit d'intervenir, s'il le juge bon, dans un cas public et d'absoudre de sa propre autorité si la censure n'est pas réservée. Bien plus si dans un *cas public et réservé*, le seul moyen de remettre sans tarder le *pénitent parfaitement* disposé en règle avec sa conscience était de l'absoudre secrètement au for interne sans attendre une régularisation de sa situation au for externe, le confesseur pourrait sans doute, *remoto scandalo*, intervenir immédiatement même s'il s'agissait d'une censure *ab homine*. Cf. CC. 2251 et 2254 § 1; — Cappello, 596.

b) — Notons cependant que s'il s'agissait d'un *prêtre marié civilement* et vivant en concubinage, l'absolution ne pourrait lui être accordée par un simple confesseur, en vertu du canon 2254, *que si l'intéressé se sépare effectivement du pseudo-conjoint*. La Pénitencerie seule peut permettre d'absoudre en autorisant la cohabitation comme frère et sœur. Et si dans un cas de ce genre l'absolution avait été accordée à cause du péril de mort en vertu du C. 2252, un recours à Rome resterait nécessaire comme s'il s'agissait d'une censure très spécialement réservée Cf. C. 2388 § 1; — AAS, juin 1936 et juin 1937.

777. — Pouvoirs des confesseurs privilégiés. — 1. — *Les Cardinaux* peuvent absoudre de toutes les censures qui ne sont pas très spécialement réservées au Saint-Siège. Cf. C. 239, § 1, 1^o.

2. — *Le confesseur choisi par le Cardinal*, pour lui et ses familiers, a les mêmes pouvoirs. Cf. C. 239 § 1, 2^o. — *Le confesseur choisi par un Evêque* a des pouvoirs analogues. Cf. C. 249 § 1, 1^o.

3. — *Les Ordinaires* peuvent, soit personnellement, soit par leur délégué, absoudre des censures réservées à l'Ordinaire et des cas occultes réservés simplement au Saint-Siège. Cf. C. 2237 § 2.

4. — *Les Réguliers* possèdent, en vertu d'un privilège ancien non révoqué, le droit d'absoudre des censures réservées de droit commun à l'Ordinaire.

5. — Enfin d'autres *confesseurs privilégiés* peuvent avoir reçu de l'Ordinaire ou du Saint-Siège des pouvoirs plus ou moins étendus. Des pouvoirs spéciaux sont aussi conférés en *temps de jubilé*.

REMARQUE. — On peut admettre que la *réserve d'une censure cesse* pratiquement lorsqu'un pénitent, oubliant de bonne foi un péché frappé de censure réservée s'est accusé de ses autres fautes à un confesseur qui avait des pouvoirs spéciaux pour l'absoudre de cette peine. Cf. St Alphonse, VI, 597.

778. — Recours au supérieur compétent. — 1. — Si, après l'absolution reçue en danger de mort ou dans un cas urgent, un recours au Saint-Siège ou à l'Ordinaire reste nécessaire, *en principe la démarche incombe au pénitent*. Mais il conviendra le plus souvent, si la cause est entièrement occulte surtout, que *le confesseur lui offre son intermédiaire* pour traiter discrètement son affaire par lettre adressée à qui de droit.

2. — *Lorsqu'on recourt au Saint-Siège pour le for interne, la lettre doit être envoyée au Cardinal Grand Pénitencier* (All'Emin. Cardinale Penitenziere Maggiore, Palazzo del S. Ufficio, Roma 13, Italie). — On exposera brièvement le cas (en latin ou en français) sans donner

le nom du pénitent (on parlera de Titius ou de Bertha), et on indiquera l'adresse du confesseur à qui la réponse devra être envoyée.

Au reçu de la réponse, le confesseur, après avoir ouvert l'enveloppe extérieure, trouvera une seconde enveloppe fermée. Si celle-ci porte la mention : « *Discreto viro confessario ex approbatis ab Ordinario Loci* », il doit régulièrement la remettre fermée au pénitent qui garde le droit de choisir le confesseur auquel il désire s'adresser pour l'exécution du rescrit. Dans ce cas on ne peut donc l'ouvrir qu'avec la permission explicite, implicite ou au moins interprétative, de l'intéressé. Cf. Cappello, *De Censuris*, 103, 2.

3. — *L'exécution du rescrit* exigera ordinairement que l'on entende à nouveau en confession l'intéressé.

Lorsqu'il s'agit d'un pénitent que l'on ne pourra sans doute plus entendre en confession, celui-ci n'en est pas moins tenu de recourir à la Sacrée Pénitencerie, car en somme il peut, soit écrire lui-même, soit demander à un autre confesseur plus proche de sa résidence de vouloir bien faire la démarche. Mais généralement le pénitent préférera la confier au prêtre auquel il s'est déjà adressé. Si celui-ci, comme c'est normal, acquiesce à la demande, il écrira à la Pénitencerie, demandant la permission, quand lui sera parvenu le rescrit, d'en prendre lui-même connaissance, afin de communiquer *discretement* et par écrit à l'intéressé les obligations qu'il contient. (Il pourra en écrivant à celui-ci s'exprimer comme s'il s'agissait d'un tiers).

4. — Les *prescriptions* contenues dans le rescrit ou imposées par le supérieur obligent *sous peine de faute grave* en matière grave, mais il n'y aurait sans doute, en cas de non-exécution, réincidence dans la censure, que si le rescrit ou le supérieur l'avait ainsi précisé.

Si les prescriptions ne semblaient *pas réalisables*, on devrait avoir recours à nouveau au Supérieur compétent.

§ VI. — AUTRES POUVOIRS DONT PEUT USER LE CONFESSEUR EN FAVEUR DE SON PÉNITENT

779. — Pouvoir relatif aux peines vindicatives. — 1. — Les *peines vindicatives* ont directement pour but l'expiation du délit, de sorte que *leur durée ne dépend pas nécessairement des dispositions du coupable*. Cf. C. 2286. — *L'ignorance* de la loi ou de la peine *n'excuse pas* de ces peines lorsqu'elles sont *latae sententiae* : il suffit pour les encourir de s'être rendu coupable, formellement et gravement, du délit correspondant. Cf. C. 2229.

Cependant les *impubères* sont toujours excusés lorsqu'il s'agit de peines *latae sententiae*. Cf. C. 2230.

2. — *Dans les cas occultes et urgents tout confesseur peut*, au for interne sacramentel, *suspendre une peine vindicative l. s.*, mais à condition de prévenir le pénitent qu'il doit recourir dans un délai d'un mois à la Sacrée Pénitencerie ou à l'Évêque compétent. Cf. CC. 2290, 2236, 2237.

[779]

REMARQUE. — La peine vindicative *se reconnaît* au fait qu'une durée, qui peut être perpétuelle, a été fixée. Le recours suspensif est autorisé. Cf. CC. 2286 et 2287.

780. — Pouvoir de dispenser des irrégularités. — Tout confesseur peut *dispenser d'une irrégularité « ex delicto »* lorsque, *dans un cas occulte et urgent*, il est pratiquement impossible d'avoir recours à l'Ordinaire. — Ce pouvoir ne s'étend cependant pas à l'irrégularité encourue pour *homicide ou avortement*, et la dispense n'a de valeur que pour *l'exercice des ordres* déjà reçus. Cf. C. 990; n. 126 et ss.

REMARQUE. — L'ignorance de l'irrégularité n'en excuse pas. Cf. C. 988.

781. — Pouvoirs relatifs à la célébration des mariages. —

1. — En cas de *péril de mort*, pour que le pénitent mette plus facilement ordre à sa conscience, le confesseur peut, s'il y a lieu et si les circonstances ne permettent pas de recourir à l'Ordinaire, *dispenser, au for interne sacramentel, de la forme solennelle* du mariage et de tout *empêchement de droit ecclésiastique* : sont exceptés l'empêchement de prêtrise et l'empêchement d'affinité en ligne directe « *consummato matrimonio* ». — Cf. CC. 1043-1044.

2. — Si, — *quand un mariage est sur le point d'être célébré* et que le temps manque pour recourir soit au Saint Siège, soit à l'Ordinaire, — on découvrirait un *empêchement occulte de droit ecclésiastique*, le confesseur pourrait en dispenser au for interne sacramentel : étant toujours exceptés l'empêchement de prêtrise et celui d'affinité en ligne directe « *consummato matrimonio* », même si, dans un cas particulier, ces empêchements pouvaient être considérés comme occultes. Cf. C. 1045; — *infra*, n. 951.

782. — Pouvoir relatif aux indulgences. — Tout confesseur peut, en cas de besoin, *commuer* une œuvre imposée comme condition d'une indulgence. Cf. C. 935; — et *infra* n. 858 et ss.

783. — REMARQUES. — 1^o — Les confesseurs ne possèdent *ordinairement aucune juridiction leur permettant de dispenser* de toute autre loi ecclésiastique telle que du jeûne, de l'abstinence, de l'observation des fêtes, de l'Index, etc... — Ils n'ont aucun pouvoir leur permettant de commuer ou de dispenser des vœux et des serments.

2^o — Les confesseurs *réguliers* (cf. C. 488, 7^o) possédant les privilèges des « *mendiants* » peuvent commuer ou dispenser des *vœux privés* non réservés, relever des *serments*, dispenser des *irrégularités occultes* (sauf s'il s'agit de l'homicide ou de l'avortement) en permettant l'accès aux ordres, absoudre des *cas réservés* par le droit commun aux Ordinaires. Cf. Epitome J. C., I, 785.

3^o — *Les Évêques Diocésains délèguent parfois* certains de leurs pouvoirs ordinaires aux confesseurs. Il faut consulter à ce sujet les Statuts Synodaux, les Mandements de Carême, les Feuilles de Pouvoirs.